

Interview de Daher Ahmed Farah (DAF), président du MRD



«Un dicton somali dit que la violence n'enfante pas de fils, elle en tue. Les Afars disent que la violence ne pérennise pas le campement, elle le détruit. Puisque, ainsi, la sagesse populaire nous enseigne aussi que la violence n'est pas la solution à nos problèmes, quelle que soit leur nature, il est temps d'y mettre fin. Nous ne sommes pas plus idiots que d'autres, nous pouvons y arriver »

P.2

Actualités Nationales

Ces canalisations qui fuient à Djibouti-ville

Actualités Régionales

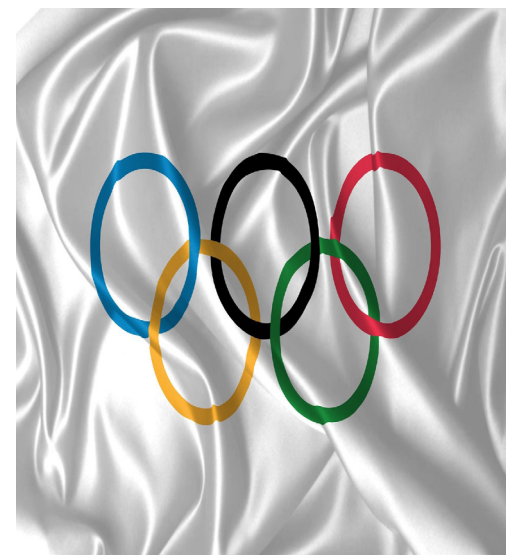
P.10

Éthiopie : **Massacre** au village **Garba-Issa/Gedamayitu**



P.11

Actualités Internationales



P.13

Interview première partie de **Daher Ahmed Farah (DAF), président du MRD**

Dimanche 25 juillet 2021, le président du MRD, Dr Daher Ahmed Farah, a été reçu par LVD en son studio de Paris pour une longue interview en langues française et somalie. Au micro de nos deux dynamiques journalistes Ahmed Aden et Mahamoud Djama, il a abordé la situation nationale et régionale, y compris les récents événements sanglants en Éthiopie. Nous publions la teneur de cet entretien en deux parties dont la première suit.



Ahmed Aden de LVD : Une élection présidentielle s'est tenue dernièrement et le président Ismail Omar Guelleh a été réélu à 98% pour un 5ème mandat. Les élections se suivent et se ressemblent. (...) Comment arrêter cette dictature qui perdure ? Quelles propositions pour fédérer les forces vives du pays dans la lutte pour le changement démocratique ?

DAF : Merci Ahmed de votre question, elle est pertinente. Il n'y a pas eu d'élection, comme nous l'avons dit en son temps, mais une auto-réélection. Monsieur Ismail Omar s'est auto-reconduit pour un 5ème mandat. C'est patent, attesté. Comment en sortir ? La question s'adresse à tous les Djiboutiens, à commencer par les partis politique d'opposition.

Comme nous l'avons dit et redit, il y a partis et partis d'opposition. Il est temps que les partis crédibles unissent leurs efforts, leur action comme leur réflexion, pour mobiliser la population djiboutienne et en finir avec cette dictature qui n'a que trop duré. Les Djiboutiens doivent réagir et se regrouper en nombre significatif autour des partis politiques crédibles. Le MRD, qui est le plus ancien parti djiboutien d'opposition, appelle à ce rassemblement, à cet élan unitaire, le seul à même de sortir le pays de l'ornière.

Ahmed Aden de LVD : Depuis deux décennies, les alliances politiques dans l'opposition montrent que les coalitions entre partis politiques ne durent pas. Quels sont les obstacles à une coalition durable et efficace ?

DAF : Justement c'est parce que nous tirons des leçons de ces coalitions éphémères que nous disons qu'il y a partis et partis d'opposition. Parce qu'elles étaient hétéroclites, trop hétéroclites, ces coalitions n'ont pas pu durer, décevant les Djiboutiens. Il est temps d'en tirer les conséquences. Comment ? Nous avons montré aux Djibou-

tiens qui a fait quoi, qui est capable de quoi. Dès lors, les partis crédibles, ceux qui ont fait leurs preuves sur le terrain, doivent se regrouper pour libérer le pays. Oui, libérer le pays de la dictature.

Ahmed Aden de LVD : La dernière tentative d'unité, c'était en 2013 avec l'USN et, jusqu'à présent, les grands partis d'opposition n'ont pas fait d'effort pour entamer des discussions. Qu'en est-il des relations entre ces grands partis qui ont constitué la coalition USN ?

DAF : On ne peut pas dire qu'il y a absence de contacts entre partis crédibles depuis 2016, année qui a marqué la fin de la coalition hétéroclite USN. Certes, il a fallu un certain temps pour digérer, si j'ose dire, l'échec de l'USN mais les partis crédibles ont eu des contacts depuis lors. Il y a des contacts. Nous appelons à ce que ces contacts se renforcent et s'accélèrent pour aboutir à une coalition sérieuse qui soit à même de mobiliser les Djiboutiens en masse.

Ahmed Aden de LVD : Ces derniers temps, on voit des conseils de transition qui se constituent.

Comment les partis d'opposition voient ces organisations qui se lancent déjà dans la phase de transition et la préparent ?

DAF : Chacun est libre de créer l'organisation qu'il souhaite, de brandir l'étiquette qu'il souhaite. Nous sommes des démocrates et respectons la liberté de tout un chacun. Mais nous raisonnons en termes de crédibilité. Pour nous, seul ce qui est crédible peut sortir ce pays de l'ornière. Et à cet égard, nous pensons aux partis d'opposition qui ont fait leurs preuves sur le terrain et que les Djiboutiens reconnaissent comme crédibles. Encore une fois, ce sont ceux-là qui peuvent mener à une autre ère. Bien sûr, je n'oublie pas les autres forces vives de la nation telles que les acteurs de la société civile.

Ahmed Aden de LVD : Si je passe à l'économie, ces derniers temps, l'on assiste à une série de décrets. Le président gouverne par décrets. C'est en quelque sorte un pilotage à vue. Quelle est la situation sociale du pays ?

DAF : L'on ne peut pas dire que la situation se soit améliorée, bien au

contraire. La soif qui malmène une partie du pays, notamment au sud-est, les fuites d'eau provenant des canalisations à Djibouti-ville malgré les dizaines de millions d'euros récemment dépensés pour remplacer ces conduites, fuites dont vous rendez d'ailleurs compte ici à La Voix de Djibouti, les retards de salaires annoncés pour les prochains mois, etc. sont autant de signes de l'aggravation de la situation. Je ne parle même pas de la dimension politique. Les choses vont donc s'aggravant dans ce pays.

Ahmed Aden de LVD : Le président a créé il y a un an un fonds souverain qui devait absorber les actifs des principales entreprises publiques : Électricité, ports, Djibouti-Télécom, etc. Vous vous êtes montré sceptique à l'époque. Est-ce que, une année après, vous avez changé de point de vue, ou vous restez toujours sceptique ?

DAF : Ce prétendu fonds souverain de Djibouti a vu le jour en juin 2020. Nous avons montré, arguments à l'appui, qu'il n'en était pas un mais plutôt une caisse à sous, une de plus, ou un sac à sous, pour reprendre une formule que

vous avez employée ici à La Voix de Djibouti. La suite l'a montré. Son directeur général a été licencié quelques mois après sa nomination. Nous apprenons que l'un des actifs versés dans ce pseudo-fonds, je pense à Djibouti-Télécom, va être privatisé, sans que visiblement le fonds souverain ne soit associé. Il n'y a toujours pas de nouveau directeur général, ni d'appel à candidatures. Ce prétendu fonds est une idée négative comme une autre pour détourner encore plus d'argent public.

Ahmed Aden de LVD : Que pensez d'un pays comme Djibouti qui parle de capitaux justifiant la création d'un fonds souverain alors qu'il est massivement endetté, notamment auprès de la Chine ?

DAF : Il n'y a pas de capitaux excédant les besoins de la population à Djibouti. La santé n'est pas en bon état, l'éducation non plus, le chômage est massif, etc. Un fonds souverain, comme vous le savez, est un organisme qui gère ou place des excédents, qu'ils proviennent des richesses naturelles du pays ou du reste de l'économie. Ces capitaux

sont de l'argent qui reste lorsque les besoins de la population ont été satisfaits. Or, rien de tel à Djibouti où nous parlons de soif, de pauvreté galopante, de malnutrition, etc. C'est donc de l'argent détourné des besoins de la population.

Ahmed Aden de LVD : Qu'est-ce qui empêche Djibouti de tirer profit de ses atouts : ports, pêche, tourisme, etc. ?

DAF : La gouvernance. La gouvernance publique est catastrophique. Djibouti est dirigé par un dictateur qui est aussi un prédateur d'État. Ce n'est même pas un dictateur éclairé. Il le serait, soucieux de l'intérêt général, comme dans d'autres pays, que le pays se porterait mieux au niveau économique et social. Il n'y aurait pas de liberté mais au moins sur le plan économique et social la situation serait bien meilleure. Ismail Omar Guelleh est à la fois dictateur, c'est-à-dire verrouilleur, il prive les Djiboutiens de leurs libertés fondamentales, mais aussi insatiable prédateur. C'est cela qui explique la situation dans laquelle se trouve notre pays, il n'y a pas de secret.

Ahmed Aden de LVD : Notre pays dépend beaucoup de l'Éthiopie, économiquement parlant. Et il y a actuellement la guerre dans ce pays voisin. En plus de la guerre, l'Éthiopie a récemment inauguré son utilisation du port de Berbera géré par DP World. Pensez-vous que Djibouti risque de perdre des parts du marché éthiopien au niveau portuaire du fait de la concurrence qui s'annonce ?

DAF : La concurrence est quelque chose de prévisible. C'est dans la nature du modèle économique qui domine dans ce monde. Il fallait donc s'y attendre car il ne peut pas y avoir une situation de monopole éternel pour tel ou tel pays. Tôt ou tard, apparaissent des concurrents. C'est ce qui se passe avec le port de Berbera. Demain, d'autres ports vont entrer en scène, je pense notamment aux ports érythréens. L'Éthiopie cherche d'ailleurs à diversifier ses débouchés maritimes. C'est ainsi que, outre Berbera, elle s'adresse au Kenya où elle s'intéresse au port de Lamu, au Soudan pour le Port Soudan et, demain, à l'Érythrée pour ses ports comme celui d'Assab. Il faut donc prendre cela en compte, anticiper et faire

ce qu'il faut afin de garder l'avance que l'on a et être concurrentiel quelle que soit la configuration. Ce n'est pas le cas dans notre pays. Si rien n'est fait, si les Djiboutiens ne font pas en sorte de réaliser le changement démocratique et de gouvernance auquel nous les appelons, les difficultés s'accumuleront de ce point de vue aussi.

Ahmed Aden de LVD : Que pensez-vous des retards de salaires pour les agents de l'État dont il est dit qu'ils s'annoncent ? Cela rappelle les années 1990 et les retards de plusieurs mois. Cela aggravera-t-il le mécontentement populaire, menant à la crise et au soulèvement ?

DAF : Nous apprenons, par certaines sources concordantes, que l'État a des difficultés de trésorerie et que les mois prochains vont être difficiles pour les salaires de ses agents. Des retards de salaires s'annoncent donc, à en croire ces informations. Cela rappelle, vous avez raison, les années 1990. Depuis lors, Ismail Omar Guelleh a d'ailleurs fait ses preuves de dictateur et de prédateur. Si ces retards annoncés s'avèrent réels, j'imagine que ce

ne sera pas sans conséquences.

Ahmed Aden de LVD : C'est quoi la cause de ces retards de salaires ?

DAF : Je suppose que c'est la mauvaise gestion. L'argent ne manque pas à Djibouti, qu'il vienne du secteur portuaire, du reste de l'activité économique locale, ou des bases militaires étrangères installées sur le sol national. Sans compter l'aide dite au développement. Djibouti est aidé par les pays partenaires, qu'ils soient proches ou lointains. C'est ainsi que, par exemple, le programme d'investissement national (PIN) a été doté de 200 millions de dollars. Où sont-ils passés, ces 200 millions de dollars ? A quoi ont-ils servi ? L'argent ne manque donc pas mais il va ailleurs. Il ne va pas au développement et aux services publics de base, ou seulement en partie.

Ahmed Aden de LVD : A propos de prédation, qu'allez-vous faire des biens mal acquis ? Nous évoquons certains d'entre eux ici à LVD où ils font l'objet d'une émission. Saisir, reprendre ces biens qui appartiennent au peuple djiboutien ?

DAF : Il est évident que, en accord avec les Djiboutiens, nous nous pencherons sur cette question de ce qui a été détourné, si nous sommes un jour en responsabilité. C'est une question d'intérêt national qui fera l'objet d'un débat national. Nous n'imposerons donc rien aux Djiboutiens mais déciderons avec eux, dans la concertation. Ce sera une décision collective.

Mahamoud Djama de LVD : Je commence par vous demander où en est la décision du Comité des Nations-Unies pour les droits de l'Homme concernant le MRD ?

DAF : La décision favorable au MRD qu'a rendue le Comité des Nations-Unies pour les droits de l'Homme à Genève, en novembre 2020, annule notamment la dissolution du parti qu'a décrétée le dictateur Ismail Omar Guelleh le 9 juillet 2008. Le Comité a donné un délai de 180 jours au régime pour prendre les mesures d'exécution. Mais à ce jour, soit au-delà du délai accordé, rien de concret n'est intervenu de la part du gouvernement. Pour autant, cela n'enlève rien à la valeur et à la portée de la décision. Le caractère arbitraire de la dissolu-

tion du MRD a été démontré et reconnu par la justice internationale. Nous en tirons les conséquences au MRD. En d'autres termes, le parti est et reste légal. Il tiendra d'ailleurs à la prochaine rentrée son congrès.

Mahamoud Djama de LVD :
Quelles sont les actions entreprises par le MRD pour que la décision du Comité soit exécutée ?

DAF : Nous avons adressé, avant l'expiration du délai, un courrier à Ismail Omar Guelleh en sa qualité de chef de l'État, même s'il est illégitime. Nous l'avons fait par le canal de l'ambassade de Djibouti à Genève. Nous en avons informé le Comité des droits de l'Homme. Maintenant que le délai a expiré, nous portons à la connaissance du Comité des Nations-Unies que le régime de Djibouti n'a rien fait pour exécuter sa décision. Cette non-exécution aggrave le cas du pouvoir en place qui non seulement viole le pacte international relatif aux droits civils et politiques mais ne respecte pas la décision du Comité des Nations-Unies. C'est une mauvaise nouvelle, non pas pour nous qui avons la reconnaissance internationale, mais pour

le dictateur qui persiste et signe comme tel.

Mahamoud Djama de LVD. Vous êtes le président d'un parti qui aspire à prendre les rênes du pouvoir à Djibouti. Que pensez-vous de la situation dans la région, notamment en Éthiopie ?

DAF : Malheureusement, le sang continue de couler dans la Corne de l'Afrique. Il coule notamment en Éthiopie, entre les troupes gouvernementales et les combattants du TPLF mais aussi entre certaines communautés éthiopiennes. Nous regrettons cette situation et espérons que le sang va cesser de couler.

Mahamoud Djama de LVD : Justement, il y a eu un massacre hier samedi 24 juillet 2021 à Garba-Issa en Éthiopie. Quelle est votre réaction ?

DAF : Lorsqu'il y a effusion de sang, à plus forte raison si les victimes sont des civils, toute conscience digne de ce nom, tout être humain normalement constitué, ne peut que la condamner. Selon les premières informations dont nous disposons, hier samedi 24 juillet 2021,

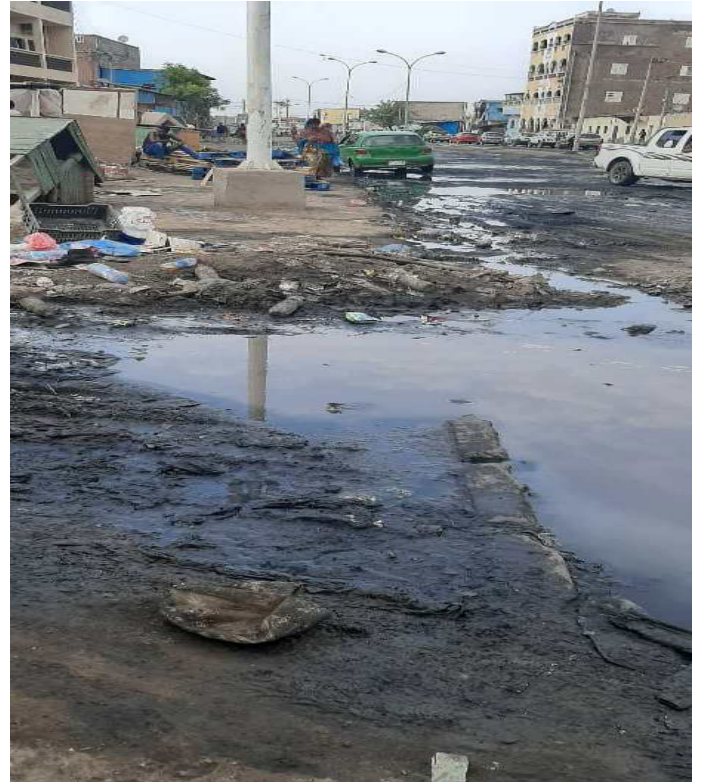
à Garba-Issa, en Éthiopie, à la frontière entre les Somalis et les Afars, il y a eu des morts et des disparitions. Nos premières informations parlent de deux cents personnes, morts et disparus confondus. C'est un bilan qui peut évoluer. Nous condamnons cette effusion de sang qui relève du massacre avec la fermeté qui s'impose.

Mahamoud Djama de LVD : Les deux peuples qui se combattent en Éthiopie vivent aussi ici à Djibouti. Quel est votre message pour ces peuples, notamment à Djibouti ?

DAF : Je rappelle que la violence n'est pas une solution. Parce que la violence appelle la violence, elle n'est pas une solution. Si elle en était une, cela se verrait. L'histoire des rapports entre voisins somalis et afars est une histoire sanglante, faite d'attaques et de contre-attaques meurtrières, qui dure et perdure. Elle remonte à nos ancêtres. Il est temps que cela cesse, que la raison prévale de part et d'autre, que les uns et les autres se ressaisissent et comprennent enfin que la violence ne peut pas régler nos problèmes. La violence détruit, divise,

elle ne rassemble ni ne construit. Un dicton somali dit que la violence n'enfante pas de fils, elle en tue. Les Afars disent que la violence ne pérennise pas le campement, elle le détruit. Puisque, ainsi, la sagesse populaire nous enseigne aussi que la violence n'est pas la solution à nos problèmes, quelle que soit leur nature, il est temps d'y mettre fin. Nous ne sommes pas plus idiots que d'autres, nous pouvons y arriver. A suivre.

Ces canalisations qui fuient à Djibouti-ville



Ces derniers temps, les conduites d'eau de l'Office national des eaux et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD) fuient ici et là dans la capitale, Djibouti-ville. Pourtant, ce sont des conduites qui ont été récemment remplacées à coups de millions d'euros. D'où la question de savoir pourquoi. D'où vient le problème ? Comme nous l'avons pointé dans notre émission du mardi soir 27 juillet 2021, le problème est lié aux conduites récemment posées en remplacement des anciennes. Elles ne résistent pas à la chaleur du sous-sol local et laissent donc passer l'eau. Elles ont été conçues pour supporter des températures allant de -20°C à $+50^{\circ}\text{C}$.

Or, la température du sous-sol de Djibouti-ville dépasse les 50°C . Cela signifie que l'ONEAD n'a pas tenu compte des conditions locales d'utilisation des conduites. C'est un cas flagrant d'incompétence. Il coûte cher au pays pour trois raisons. D'abord, les conduites connaissent une usure accélérée et deviennent vite hors d'usage, ce qui cause la perte des dizaines de millions d'euros investis. Ensuite, la capitale est privée d'une eau potable dont elle a tant besoin.

Enfin, cette eau remonte à la surface où elle se transforme en cloaques et autant de sources de risques, notamment en termes de maladies. A suivre de très près.

Éthiopie : massacre au village Garba-Issa/ Gedamayitu



L'histoire sanglante des rapports entre Somalis et Afars voisins en Éthiopie a connu un massacre ce samedi 24 juillet 2021. Tout un village, Garba-Issa, a été attaqué par les Afars qui y ont semé la mort et la désolation (destructions et pillages). Les victimes sont en majorité des enfants, parfois en très bas âge, des mères, de jeunes filles, des hommes âgés. Ils ont été surpris, submergés par le nombre et massacrés. Selon les premiers chiffres qui nous parviennent, les morts se comptent en centaines.

Ce sont, affirment nos sources, des membres de la police spéciale de l'État régional afar et des miliciens lourdement armés, y compris en armement lourd, qui ont attaqué le village.

Ces sources ajoutent que les soldats de l'armée fédérale qui étaient censés protéger le village qu'ils savaient menacé, se sont retirés peu avant l'assaut meurtrier. Qui leur a ordonné de se retirer pour laisser le champ libre aux assaillants ? La question se pose. De même, la police spéciale de l'État régional somali a failli à son devoir de protection de ces villageois. Pourquoi ? Le régime dictatorial djiboutien dont les agissements au-delà des frontières sont connus, est-il impliqué dans ce massacre ? C'est une autre question.

Les circonstances de ce massacre donnent le sentiment qu'il était prévisible de la part des uns et n'a pas été empêché par les autres. A suivre de très près.

Au Japon, les jeux olympiques 2021



Avec un an de retard lié à la pandémie de Covid-19, les Jeux olympiques 2021 se sont ouverts à Tokyo, au Japon, vendredi 23 juillet 2021. Ils ont été précédés d'une cérémonie d'ouverture sobre, parfois empreinte de gravité, qui a rappelé le contexte actuel de crise sanitaire.

Les 206 délégations ont défilé sans public. Puis la joueuse de tennis japonaise a allumé la vasque olympique. «Je déclare ouverts les Jeux de Tokyo», a solennellement déclaré l'Empereur du Japon Naruhito, selon la formule consacrée et attendue impatiemment par le mouvement sportif depuis que Tokyo a été désigné ville-hôte des JO-2020 en septembre 2013.

L'on était loin de la grandiloquence des éditions précédentes.

Depuis lors, les jeux se déroulent sans public pour éviter les risques de contamination par le Covid-19.

Adieu

Paul Verlaine

Hélas ! je n'étais pas fait pour cette haine
Et pour ce mépris plus forts que moi que j'ai.
Mais pourquoi m'avoir fait cet agneau sans laine
Et pourquoi m'avoir fait ce coeur outragé ?

J'étais né pour plaire à toute âme un peu fière,
Sorte d'homme en rêve et capable du mieux,
Parfois tout sourire et parfois tout prière,
Et toujours des cieux attendris dans les yeux ;

Toujours la bonté des caresses sincères,
En dépit de tout et quoi qu'il y parût,
Toujours la pudeur des hontes nécessaires
Dans l'argent brutal et les stupeurs du rut ;

Toujours le pardon, toujours le sacrifice !
J'eus plus d'un des torts, mais j'avais tous les soins.
Votre mère était tendrement ma complice,
Qui voyait mes torts et mes soins, elle, au moins.

Elle n'aimait pas que par vous je souffrisse.
Elle est morte et j'ai prié sur son tombeau ;
Mais je doute fort qu'elle approuve et bénisse
La chose actuelle et trouve cela beau.

Et j'ai peur aussi, nous en terre, de croire
Que le pauvre enfant, votre fils et le mien,
Ne vénérera pas trop votre mémoire,
Ô vous sans égard pour le mien et le tien.

Je n'étais pas fait pour dire de ces choses,
Moi dont la parole exhalait autrefois
Un épithalame en des apothéoses,
Ce chant du matin où mentait votre voix.

J'étais, je suis né pour plaire aux nobles âmes,
Pour les consoler un peu d'un monde impur,
Cimier d'or chanteur et tunique de flammes,
Moi le Chevalier qui saigne sur azur,

Moi qui dois mourir d'une mort douce et chaste
Dont le cygne et l'aigle encor seront jaloux,
Dans l'honneur vainqueur malgré ce vous néfaste,
Dans la gloire aussi des Illustres Époux !

Paul Verlaine